L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 19 JANVIER 1887. 60me Année

Dufour & Bonnet.
Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI, 19 JANVIER 1887

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes-Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

La Société d'agriculture de la Louisiane.

Nous voici au 19 janvier. Dans sept jours—le 27 du courant—s'assemble, à Bâton-Rouge, la grande Convention des planteurs et des fermiers de la Louisiane, en vue d'y organiser une grande Société d'agriculture d'Etat. Nous avons déjà traité ce sujet; nous ne craignons pas d'y revenir aujourd'hui, tant il a, à nos yeux, d'importance; tant nous croyons que, du succès de l'entreprise, dépend la prospérité à venir de nos campagnes et le relèvement de notre grande industrie agricole.

M. le professeur Stubbs, l'éminent directeur de deux stations sucrières et d'Etat, de Kenner et de Bâton-Rouge, a publié, il y a quelques jours, dans le *Picayune*, une lettre remarquable qu'il ne nous est pas permis de laisser passer inaperçue. Le savant agronome, l'ardent patriote, y expose la situation avec une clarté et une chaleur qui atteignent à la véritable éloquence.

Il se passe, s'écrie-t-il, des choses désolantes dans nos campagnes; on y a longtemps fermé les yeux sur le mal dont on était travaillé; on l'a laissé empirer. Ce n'est que par l'excès de la souffrance qu'on a été forcé de sonder la plaie qui rongeait le pays; on a fait, alors, des découvertes lamentables. La production ne rapportait plus: les bénéfices étaient incertains; souvent on était en perte. Un marchait, infailliblement, évidemment, à la ruine; on se trouvait devant une baisse effrayante de prix qui avait envahi tous les marchés et ne laissait aucun espoir de profit.

Les faits étaient là, palpables, effrayants, écrasants; aussi, le découragement s'est-il emparé des cultivateurs. Les habitations, les fermes n'régnaient, jadis, l'abondance, la joie, souvent même une princière opulence, n'offrent plus que le spectacle de la désolation et de la misère. Les jeunes gens, épouvantés de la perspective qu'ils ont devant eux, ont commencé à déserter les lieux qui les ont vu naître, où leurs pères ont vécu heureux, libres, respectés, honorés; ils abandonnent le plus noble des professions—celle de l'agriculture—pour venir s'étioler en ville, au milieu de l'atmosphère des bureaux. Le capital, qui n'a pas de famille, qui n'a pas d'âme, qui ne va que là où il y a à faire un bénéfice clair et net —le capital, fuit, avec dédain, les campagnes, qui ne lui rapportent pas suffisamment, et l'on voit vendre des propriétés magnifiques, de véritables domaines, à des prix qui ne s'élèvent pas au niveau de leurs revenus annuels d'autre fois.

Quelle est la cause de cette lamentable situation? Jetez un coup d'œil sur nos paroisses; voyez comment y est constituée l'agriculture et vous comprendrez bien vite.

Le ci de là, quelques villages, disséminés à dix, quinze, vingt milles de distance les uns des autres. Là sont établis quelques auberges ou hôtels, quelques boutiques, quelques marchands, tenant des espèces de bazars. Ouvrir le commerce au jour le jour, pour les habitants du hameau ou de la bourgade; le commerce de la semaine ou de la quinzaine, pour ceux qui vivent sur les habitations et viennent, tous les huit jours, tous les quinze jours, s'y approvisionner.

En dehors de ces villages, de grandes habitations, éparpillées à milles de la plaine, de la prairie ou de la forêt. Chacune se tient à respectueuse distance du village, et de ses voisines — assez loin du premier, pour ne pas vivre avec lui; dans une compromettante promiscuité; assez loin des secondes, pour se constituer une existence complètement indépendante, une sorte de petite principauté intérieure, pleine de charmes et très flatteuse pour l'amour propre.

Mais cette indépendance, cette principauté crée, en même temps, l'isolement; elle rend plus rares les rapports avec le voisinage; on est moins au courant de ce qui se passe dans l'industrie agricole, des progrès qui s'y accomplissent. Le contact journalier, nécessaire entre ceux qui exercent une profession, pour les maintenir sans cesse au courant des événements économiques, des hausses et des baisses, des mouvements qui paraissent, devient difficile. En Europe, dans l'Ouest des Etats-Unis, les fermiers habitent le village; tout au moins, les fermes sont groupées, serrées le plus possible aux alentours. Ici, elles semblent s'en éloigner de parti pris, comme si chacune d'elles voulait former un centre à part; de là, l'isolement qui, depuis la guerre, a été plus funeste qu'on ne le pense à nos planteurs.

C'est une belle chose que la grande propriété, quand on y jouit de l'abondance, quand on n'a pas à se soucier du lendemain, à se préoccuper de la vente prochaine, des hausses et des baisses qui se succèdent; mais, quand il faut se tenir en communication incessante avec la ville où s'écoulent les produits; quand on en est réduit à vivre au jour le jour, à lutter avec une concurrence toujours grandissante; quand il faut être, du matin au soir, sur la brèche, tantôt aux champs pour conduire la charrue, tantôt à la ville pour veiller à ses intérêts en danger, elle devient une source de tracas, de misère, de ruine.

Voilà la vérité qu'il faut se dire hardiment et s'avouer franchement. Nos campagnes sont ruinées, il faut les relever, il faut les refaire sur de nouvelles bases. Le travail est déjà commencé, mais, jusqu'à présent, les efforts sont rares, par conséquent impuissants. En tout cas, les effets en sont trop lents et les deux tiers du pays pourraient être complètement perdus, avant que l'autre tiers soit complètement sauvé.

Mais comment opérer cette œuvre de salut, d'une façon prompte, efficace et, surtout, générale? Car il n'y a pas un moment à perdre ni une seule paroisse de l'Etat à négliger. Nous ne voyons qu'un moyen d'y arriver: l'entente, l'union, les assemblées fréquentes, les discussions constantes, le conflit des idées, la mise en commun de tous les efforts, de toutes les énergies, de toutes les intelligences; l'aptitude donnée au faible par le fort, à l'ignorant par l'homme instruit—attendu que c'est surtout en agriculture que la grande loi de la solidarité exerce sa puissance.

Il existe déjà, en Louisiane, quelques clubs de fermiers, quelques associations paroissiales de planteurs; il y a deux sociétés d'Etat—l'une de planteurs cotonniers, l'autre de planteurs sucriers; un Département de l'agriculture, une Ecole d'agriculture, deux stations expérimentales. Tout de cela travaille seul, lentement, inefficacement. Il faut réunir tous ces éléments, tous ces agents, les mettre en contact, poser devant eux les redoutables problèmes, de la solution desquels dépend leur avenir à tous, leur salut à tous; il faut que ceux qui savent, traitent toutes ces questions vitales devant ceux qui ne savent pas; que les expérimentés fassent la leçon aux novices et leur apprennent comment ils ont fait, eux-mêmes, pour réussir, pour échapper au naufrage général; il faut mettre en communauté d'idées le planteur sucrier de Tache avec le planteur cotonnier d'Ouachita, le fermier de Plaquemines avec celui de Caddo, l'agriculteur qui est encore à l'amitié de cultiver avec celui du Calcasieu, qui réussit admirablement avec ces cultures variées; le producteur de grains avec le producteur de bestiaux; l'habitant des terres hautes de St-Tammany avec celui des terres basses de Camerou.

C'est de la discussion de tous les systèmes, de l'échange de toutes les idées, du travail en commun de toutes les intelligences, que jaillira la lumière, que partira la révolution nécessaire, que sortira le salut de nos campagnes. Voilà pourquoi a lieu la Convention de Bâton-Rouge, le 26 janvier. Nous espérons bien que toutes les paroisses s'y feront représenter, largement, par ce qu'elles comptent de plus intelligent parmi nos agriculteurs, de plus ardent parmi nos patriotes.

Que les riches, les forts, ne fassent pas fi de ceux que la fortune n'a pas favorisés; qu'ils n'oublient pas la loi de solidarité. On peut dire que c'est la même charrue qui fend la terre de la Louisiane. Si un seul cheval de l'attelage reste en arrière, la besogne en est retardée ou manquée.

Et, nous, habitants de la Nouvelle-Orléans nous ne sommes pas moins intéressés que les autres à pousser à la roue du progrès. Nous ne vivons que des produits de nos fermes et de nos habitations, et c'est de nous, tout particulièrement, que l'on peut dire: telles campagnes, telle ville.

LOUISIANE.

Le Farmer, Covington, paroisse St. Tammany, du 15 janvier:

Les hommes qui poussent les radeaux de bois feraient bien de se conformer à l'ordonnance sur la "protection des ponts"—ordonnance qu'ils trouveront dans nos colonnes.

—Nous avons eu de la glace, lundi et mardi matin.

—Le secrétaire du Trésor a adjugé le contrat pour la fourniture du bois qui doit servir à la construction du phare de la rivière Tchefuncta, paroisse St. Tammany, à MM. Poitevent et Faure, les plus bas soumissionnaires.

—On nous apprend que plusieurs marchands de notre paroisse se sont décidés à ne pas vendre de "liquers," en 1887, à cause du haut prix des licences. La moindre pour le débit des boissons en quantités moindres que cinq gallons, est de $125, qui se divisent ainsi: Revenu intérieur, $25; Etat, $50; paroisse, $50. Une licence additionnelle est requise pour la vente de l'épicerie, du tabac et des cigares.

—Nous lisons, dans le *Chronicle* de la Nouvelle-Orléans, de mercredi dernier:

Hier soir, l'officier spécial Rancé a arrêté, au coin de la rue Claiborne et du canal Carondelet, et mis sous les verrous, un noir du nom d'Albert Lewis, que l'on réclame à bayou Lacombe, Lue. Il doit répondre à une accusation de viol.

—On croit que la nouvelle loi des "licences" ajoutera à peu près $350,000 au fonds général de l'Etat. La plus petite licence, pour la vente du wisky, est de $50 et toutes celles qui ne seront pas payées porteront intérêt au taux de 2 pour cent par mois, à partir du 1er mars. En vertu de la loi actuelle, toute personne qui vend des "liquors" et fait, en même temps, un autre commerce, est obligée d'acquitter une licence pour chaque genre de trafic.

—Nos lecteurs savent que le jury de police de notre paroisse a, en décembre dernier, refusé d'adopter la loi 111 de 1886, qui a trait à la protection des troupeaux de mouton. Nous avons interrogé les journaux avec lesquels nous échangeons, pour savoir ce qu'avaient fait, à cet égard, les autres paroisses. Il n'y en a, paraît il, que deux qui aient daigné s'en occuper.

Le jury de police d'East Baton Rouge a, en décembre dernier, chargé un comité de rédiger une ordonnance qui mettrait en vigueur la loi en question. Le jury s'est, de nouveau, réuni, le 10 du courant. Le comité a demandé un délai pour faire son rapport. Le délai a été accordé.

Le jury de police de la paroisse Grant s'est réuni, le 3 du courant et est resté trois jours en séance. Le premier jour, un comité de trois a été chargé de rédiger une ordonnance relative à loi No 111, avec ordre de faire son rapport, le lendemain, mais les trois jours se sont passés sans que le rapport ait été présenté. Le jury s'est ajourné au mois d'avril.

Il semble que la loi, telle qu'elle a été adoptée, est répudiée par l'Etat tout entier.

—Un fermier du Connecticut vient de corriger un cheval vicieux de la façon suivante: il l'attela à une voiture qu'il chargea de bois. Quand la voiture fut pleine, l'animal refusa de tirer. Le fermier ne le battit pas, il l'attacha simplement à un arbre et l'y laissa. Il revint au coucher du soleil, et essaya de faire marcher la bête, qui s'y refusa encore.

"Je résolus, dit le fermier, que, pour revenir à l'étable, il devrait traîner la charge. Je retournai à l'écurie, je pris des couvertures et le couvris abondamment. Il resta ainsi jusqu'au lendemain matin. Cette fois, il refusa encore. A midi, je revins; il avait faim et commençait à s'ennuyer. Je n'eus qu'à parler pour qu'il traînât la charge immédiatement. Je revins et prit une autre charge de bois avant de lui donner à manger. Depuis lors, il a traîné plusieurs charges. Une fois, il a fait le récalcitrant; mais, aussitôt qu'il m'a vu prendre le chemin de la maison, il est parti, après moi, avec sa charge.

—Marié le jeudi, 30 décembre 1886, chez les parents de la mariée, par le Rév. J. B. Ahren, M. Herman Schultz à Mlle Christine Montgomery, tous deux de la paroisse.

La Sentinelle, Rayne, paroisse Acadie, du 15 janvier:

Un marchand d'arbres fruitiers vient de faire de magnifiques affaires dans notre région. La semaine dernière, presque tous les fermiers de nos environs ont reçu les plants d'arbustes et d'arbres fruitiers qu'ils avaient commandés pendant l'été. Nous ne pouvons que féliciter nos cultivateurs de l'esprit de progrès qui les anime. Rien ne démontre mieux la prospérité dont ils jouissent. Nous ne regrettons qu'une chose, c'est que nous n'ayons pas ici de pépiniériste pour tirer le bénéfice de ce commerce—bénéfice qui s'en est allé au Texas.

—Nous avons le plus grand besoin de curer nos fossés et de drainer nos rues. Notre village manque aussi de trottoirs en bois. Voilà qui doit préoccuper notre Conseil, s'il a en vue le bien, la prospérité de la localité.

—Un train, composé de vingt wagons chargés de bestiaux, a traversé Rayne, vendredi matin.

—On travaille beaucoup à faire établir le siège de la paroisse à Crowley au lieu de Rayne. Nous prétendons que la majorité des habitants est en faveur de notre village, au moins pour le moment. Il y aurait de graves inconvénients à installer, la Cour, ailleurs. Il est vrai que Rayne a fait à lui seul, tous les frais de cet établissement, à l'exception de $26, mais ce n'est pas la raison que nous invoquons. Rayne est, à cette heure, le centre de affaires et le centre de la population; il a un chemin de fer, des communications télégraphiques, des écoles, des églises, des marchés, des magasins, des salles pour y tenir des séances; une banque, des journaux, tout ce que l'on peut trouver dans une bourgade bien organisée. Quand la population se sera portée plus loin, à l'ouest, nous céderons la place à l'endroit choisi—pas auparavant.

Le Bulletin, Marksville, paroisse Avoyelles, du 15 janvier:

Nous avons eu des froids rigoureux, cette semaine; la terre était gelée sur une épaisseur de plusieurs pouces, lundi et mardi; il y avait danger à voyager, en voiture ou à cheval. Mercredi, le dégel a commencé, de sorte que nos chemins sont extrêmement boueux.

—Ceux qui parcourent notre localité se plaignent de l'état des chemins, qui sont presqu'impraticables. Nous appelons sur ce sujet l'attention de nos inspecteurs des routes.

—Les hommes qui travaillent à la part, parmi nous, commencent à vouloir se procurer un chez soi, à travailler pour eux-mêmes. Nous voyons, cependant, que le propriétaire se décident à rester chez ceux qui les emploient. Il en sera ainsi, cette année.

—Nos melons sont arrivés bien tard; la cause en est probablement le mauvais état des chemins le long des bayous. Dans une pareille situation, il est difficile au voiturier public de faire la route aussi vite qu'à l'ordinaire.

—A Hassville, les affaires sont languissantes depuis le 1er du mois. Le mauvais temps en est, sans doute, la grande cause.

—M. Charles Irion nous apprend qu'il a travaillé de 300 à 400 balles de coton, de la récolte de 1886, dans son moulin d'Eola.

—Ceux qui ont maintenant la jouissance de la Maison de Cour ne pourraient-ils pas gratifier les habitants de Hassville d'un pont, sur le Bayou du Lac et d'un bon chemin qui les mettraient en communication facile avec Marksville?

L'Echo, Lac Charles, paroisse Calcasieu, du 15 janvier:

La semaine passée, le temps a été très variable—de la glace, une chaleur printanière, de la pluie, du soleil.

Lundi, à 7 heures du matin, le thermomètre était à 10 degrés au-dessous du point de congélation; mardi, à 5 degrés plus bas; jeudi, au 28e degré au-dessus de la glace; vendredi, à 8 degrés plus haut. On voit que notre climat peut contenter tous les goûts et plaire à toutes les nationalités. Le Cubain y trouve son compte aussi bien que l'habitant de l'Islande.

—Dans l'année qui vient de finir, il a été expédié, de l'établissement Vincent, situé dans notre paroisse, 1437 têtes de bétail, vendues, en moyenne, $16 pièce—ce qui fait un total de $22,992 réparties entre les braves habitants de notre région. Il y a, pourtant, encore des gens qui prétendent que l'élevage ne rapporte pas et que le bénéfice ne vaut pas le tracas qu'il donne, bien qu'on n'ait d'autre peine à se donner que celle de rassembler les animaux et de les marquer.

—Dans une réunion particulière tenue dans le salon du Lake House, jeudi, 13 janvier, sous la présidence du professeur S. A. Knapp, il a été décidé de convoquer un grand meeting des citoyens de Lac Charles et de la paroisse Calcasieu, mardi, 18 janvier, en vue d'aviser aux moyens de recevoir, convenablement, les visiteurs et les délégués des différents Etats qui se feront représenter à la Convention qui doit avoir lieu, ici, le 22 février.

Cette Convention restera un jour glorieux dans l'histoire de notre localité et de notre paroisse. Il est convenable que nos citoyens se préparent à faire une belle réception à nos hôtes, à leur procurer toutes les distractions possibles. Faisons, pour cette occasion solennelle, la toilette de notre ville; que nos édifices soient décorés, nos maisons soignées, nos barrières blanchies ou lavées. Il faut que Lac Charles paraisse, aux yeux de tous, un modèle de propreté et d'ordre. Nous avons la ferme confiance que toute la communauté se conformera à cet avis.

—Jamais, depuis que Lac Charles existe, il ne s'est fait autant d'affaires que cette année, dans l'industrie du bois de charpente. On demande, partout, des pins longues feuilles de Calcasieu, et nos scieries ne peuvent répondre à tous les ordres qu'elles reçoivent chaque jour. Dans les trois premiers jours de la semaine dernière — mardi, mercredi et jeudi — il a été expédié, par différentes scieries, 115 wagons de bois, contenant, chacun, 7,500 pieds—ce qui fait un grand total de 862,500 pieds. Nous apprenons que le chemin de fer fournit, maintenant, tous les wagons nécessaires pour maintenir chez nous l'industrie en pleine activité, à la grande joie des propriétaires de ces établissements.

—Nous avons, ici, plusieurs citoyens de l'Illinois, qui parcourent le pays en vue de s'y installer, d'y faire des achats de terrains. Nous avons reçu aussi une lettre de M. Wm Kame, de Bomond, comté de Wright, Iowa, qui annonce qu'un grand nombre d'habitants du pays se proposent de venir s'établir dans notre paroisse, que M. Kame appelle "l'Eldorado du Sud Ouest de la Louisiane." M. Kame parle en connaissance de cause; il a déjà parcouru notre contrée, en 1847 et 1848. C'est, suivant lui, la région la plus attrayante qu'il ait jamais vue.

Que nos amis de là-bas arrivent le plus tôt possible; ils seront les bien venus; on leur accordera la plus cordiale hospitalité.

—*L'Enterprise*, de Beaumont, publie le paragraphe suivant:

"Nous apprenons que M. Norris, de Lac Charles, a fait un contrat pour livrer tous ses pins, qui se montent à 20,000, de 40 pieds, à un prix convenable. M. Norris fera une bonne affaire ainsi que ceux qui ont signé le contrat avec lui. Il est en état de vendre sa marchandise à plus bas prix que qui que ce soit."

—*Décédé*, chez son beau-frère, M. Michel Benoit, Mlle Calastie Monte.

—Le *City Item* nous apprend qu'il vient de se former, à New Yorkk, une compagnie de capitalistes, en vue d'exploiter les mines de soufre que l'on suppose exister dans la vallée du Mississippi, au sud de Memphis; ils pensent qu'il y a là une immense fortune à faire.

Que ne viennent-ils, plutôt, chez nous, où le soufre existe réellement. Il n'y a pas à en douter. Pourquoi s'exposent-ils à perdre leur argent, sur une simple supposition, tandis qu'ils peuvent en tirer d'ici, en masse, en dépensant quelques milliers de dollars?

De quel côté viennent les provocations!

Les journaux allemands continuent—dit l'*Evénement* du 1er janvier—à accuser la France de vouloir la guerre. Or, le discours prononcé, hier, par M. Goblet au ministère de l'intérieur, en recevant les agents de change de Paris, répond suffisamment à ces mensonges et à ces perfidies.

En revanche, tandis que notre gouvernement affirme ses intentions pacifiques, M. de Bismarck fait publier dans tous ses journaux la note suivante:

On dément officiellement que le maréchal de Moltke ait déclaré, dans une réunion d'officiers, qu'il n'y aurait pas de guerre en Allemagne tant que l'empereur Guillaume vivrait.

De quel côté viennent donc les provocations?

Les préparatifs belliqueux et les armements continuent.

On écrit, à la *Gazette du Weser*:

"Le bataillon de chasseurs actuellement en garnison à Hagnenau va prendre garnison, à partir du 1er avril 1887, à Schirmeck. Il sera remplacé à Hagenau par un régiment complet d'infanterie avec l'état major de la brigade. A cause de l'insuffisance des casernes, deux bataillons de ce régiment seront logés provisoirement dans des baraques établies sur le polygone de Hagnenau. La garnison de cette ville sera renforcée, en outre, par deux sections d'artillerie. Il est question également de mettre une garnison à Saïnte-Marie-aux-Mines, c'est-à-dire au passage des Vosges conduisant à Saint-Dié. Si les négociations entamées à ce sujet aboutissent, tous les passages des Vosges seront défendus, et une invasion de l'ennemi deviendra impossible. Il n'y a que Belfort qui, avec sa forte garnison, menace continuellement l'Allemagne, et une invasion subite sur Mulhouse par la trouée de Belfort serait très difficile à repousser."

Le *Mercure de Souabe* fait, à ce sujet et à propos de Belfort, l'observation suivante:

"On peut être parfaitement convaincu que l'état-major allemand n'a pas non plus oublié de prendre les mesures nécessaires pour la défense sur ce point important. Le feld-maréchal de Moltke a souvent visité cette contrée."

Non—s'écrie le *Journal du Havre*—les éléments de troubles ne viennent pas de nous. La démonstration en est faite, dans les termes qu'on va voir, par M. Camille Pelletan:

"Je suppose même, pour un instant, qu'il se trouvât en France un gouvernement assez humilié pour remercier M. de Bismarck de nous avoir enlevé deux provinces, et une nation assez dégénérée pour prendre au sart d'un tel abaissement: l'Allemagne en serait-elle rassurée?

"Qui le garantirait contre la génération suivante, ou contre le mouvement des esprits, l'an prochain? Encore une fois, il y a là une situation sans remède: les nouveaux maîtres de l'Alsace-Lorraine sont condamnés, non par les intentions de la démocratie française, non par les manifestations qui se produisent ici, mais par le souvenir de ce qu'ils ont fait, à ne point cesser de nous craindre.

"Voilà pourquoi le parti m'litaire paraît songer à nous attaquer encore."

Et, enfin, cette conclusion, après l'exposé des souffrances qu'entraîne la paix armée qui s'impose à toutes les nations, et les ruines que la guerre laisserait derrière elle:

"Il est naturel de se demander si, en présence de pareils malheurs, l'Allemagne ne renoncera pas une fois encore à un dessein qui s'est révélé trop tôt. Il se fera, de toutes parts, une pression à laquelle il semble difficile de résister. En tous cas, nous sommes avertis: profitons de l'avertissement; profitons-en d'abord pour affirmer nos intentions pacifiques; profitons-en aussi pour nous préparer à toutes les éventualités; pour ne rien négliger de ce qui pourrait faire réfléchir les adversaires qui songeraient à nous attaquer.... Et nous aurons travaillé efficacement au maintien de la paix."

GAMBETTA.

Le pieux pèlerinage annuel—écrit M. Gaston Thomion, dans la *République Française* du 1er janvier—a commencé, hier, à Ville-d'Avray. C'est pour la quatrième fois que le douloureux anniversaire vient réveiller dans nos cœurs les plus poignantes émotions et déjà plusieurs manqueront au rendez-vous parmi ceux qui gardaient à Gambetta le plus ardent souvenir et qui se promettaient—comme ils le disaient eux-mêmes—de revenir chaque année offrir à l'ami disparu le tribut de leurs travaux et de leurs espérances. Paul Bert ne donnera plus le salut fraternel aux patriotes qui viendrant visiter la pauvre petite maison désolée. Il ne traduira plus, comme il savait si bien le faire, les sentiments intimes de tous. Lui aussi, il a usé ses forces au service de la grande cause de la patrie!

L'an passé, tandis qu'il félicitait les républicains de Belleville de leur fidélité amicale et politique, il montrait avec tristesse les détestables résultats de nos dissentiments intérieurs. Nous avions si bien fait, qu'il avait semblé un moment que la République elle-même fût remise en question. On avait rendu le courage aux monarchistes et reformé de toutes pièces le parti de la réaction. A l'étranger, peu s'en était fallu qu'on ne laissât entamer la dignité de la France.

Dans un superbe mouvement d'éloquence, Paul Bert constatait combien, dans ces dures épreuves, Gambetta nous avait manqué. Il montrait que c'était surtout dans les temps de crise que sa perte était le plus cruellement ressentie. "Ah! s'écriait-il, si nous l'avions eu, que de tristesses épargnées! Quelle lumière conductrice parmi nos ténèbres!"

Voilà un mot qui s'échappera souvent de nos lèvres! Que de fois déjà nous l'avons dit! que de fois nous aurons à le répéter! Et ce n'est pas seulement au point de vue de la consolidation et du développement de la République que nous avons besoin de ses merveilleuses qualités, son puissant esprit, sa prévoyance, sa sagesse, pratique, son suprême bon sens: lorsqu'il s'agit de la défense nationale, c'est alors surtout que le vide laissé par Gambetta apparaît le plus grand.

Il y a quelques jours, les esprits étaient inquiets. Des nouvelles grossies à dessein et qui se rapportaient à des faits quelque peu dénaturés avaient troublé l'opinion. Rien dans nos rapports avec les puissances étrangères, aucun n'y a déclarait hier M. le président du conseil, n'était de nature à justifier ses préoccupations; cependant elles existaient. De si nombreuses et si imprudentes allusions aux bruits de guerre avaient été faites que beaucoup avaient fini par croire que le péril existait et que le pays pouvait, à bref délai, se trouver directement menacé. A la pensée de combien de ces patriotes, pendant ces courtes heures de crise morale, le nom de Gambetta n'est-il pas venu sur les lèvres!

Qu'aurait-il dit, qu'aurait il fait, s'il est encore été là? Quels conseils aurait-il donnés, quelles précautions aurait-il prises?

Je sais bien qu'il y a une certaine école politique qui prétend que la démocratie n'a pas de conseil à suivre, qui affirme que les guides sont superflus et nuisibles. Pour cette école, Gambetta, avec sa redoutable franchise et son absolue sincérité, constituait un embarras. C'est d'elle que vient l'absurde accusation de dictature dirigée contre un des rares hommes politiques qui ont eu le courage de dire à tous la vérité, de combattre les utopies et de parler des devoirs civil que en même temps que des droits. C'est de cette école que j'ai dit toujours; mais, si je ne me trompe, l'expérience de ces dernières années n'est pas faite pour la mettre en faveur ni pour acroître son autorité. Ce que je sais, dans tous les cas, c'est que le nombre est grand des républicains qui ont fini par avoir obéi à la direction de Gambetta et de l'avoir appelé leur maître—ainsi que le disait encore Paul Bert—sans avoir, pour cela, compromis leur dignité.

Dans le même journal—qui fut celui de Gambetta—M. Ranc, resté fidèle à la mémoire du grand orateur, consacre sa chronique à l'anniversaire de la mort de son ami. Il fixe ainsi les circonstances exactes et les détails des derniers jours de sa vie:

Il était descendu du pouvoir sans une pensée d'amertume et de revanche personnelle; son grand cœur qui ne battait que pour la France et la République n'a jamais connu les sentiments bas: "Il faut refaire l'union, me dit-il au moment où je le quittais; je m'y emploierais de mon mieux; ma blessure est guérie; en janvier, je ferais ma rentrée par un discours de réconciliation, un discours de bonne humeur."

Hélas! il le croyait, le grand citoyen, le grand patriote! Il ne se doutait pas qu'au moment où il parlait ainsi il était déjà touché par la mort!

Le 17 décembre, en revenant d'une promenade en voiture, Gambetta fut pris de vives douleurs, premier symptôme de l'inflammation d'intestins qui l'emporta. Il s'alita pour ne plus se relever. A partir de ce jour, les médecins interdirent encore toute visite. Deux fois par jour, les uns ou les autres, nous allions chercher des nouvelles à Ville-d'Avray, mais Etienne seul pénétrait dans la chambre du malade. Il y passait une partie de la soirée et, de retour à Paris, il nous envoyait à tous une dépêche. Les médecins le rassurent, mais lui il ne nous dissimulait pas ses angoisses....

Le 30 décembre, la veille de la mort, il y eut une consultation. On en eut des nouvelles relativement bonnes.

Le lendemain matin, on nous dit qu'il n'y avait rien de changé dans l'état du malade; la situation était toujours la même.... Qu'on m'excuse de donner ce détail, pour montrer combien peu nous redoutions la catastrophe imminente, j'étais allé passer la soirée—c'était la veille du jour de l'An—dans une maison amie, sans dire où l'on pourrait me trouver. A minuit sonnant, je portai un toast au rétablissement de Gambetta; il était mort depuis cinq minutes!

En rentrant chez moi, je trouvai une dépêche d'Etienne qui m'appelait, qui me disait: "Venez vite, c'est la fin." Ce n'était que trop vrai; quand j'arrivai, tout était fini. Seuls, Paul Bert, l'général Etienne et Spuller avaient été là!

Gambetta ne s'est pas vu mourir. A huit heures, quelques instants avant que l'agonie commençât il disait à celle qu'il a tant aimée: "Voici cette maudite année finie; je me sens déjà mieux; dans quelques jours nous partirons pour l'Italie où je serai mon convalescence."

Ce sont, je crois, les dernières paroles qu'il ait prononcées. A partir de ce moment, ses amis n'ont plus eu de lui que des serrements de main et son bon sourire, ce sourire qu'aucun de nous n'oubliera jamais!

HOMME A VOIX DE FEMME. — Le *Figaro* a reçu, récemment, la visite d'un jeune Italien, Benedetto Vincenzo, qui possède une voix de femme des plus curieuses: c'est un mezzo soprano.

Benedetto est né dans le Piémont en 1864: ouvrier bijoutier, il a été découvert par un compositeur de son pays et envoyé aussitôt à Paris par les éditeurs de Milan qui lui prédisent les plus grands succès comme artiste. Dès son arrivée ici, il a été engagé par M. Théodore de Glaser, l'impresario bien connu dont nous avons souvent parlé au moment des tournées de Sarah Bernhardt.

Un détail: Pendant trois années, de dix-sept à vingt ans, Benedetto avait perdu complètement la voix: il ne pouvait émettre aucune note. Il y a quelques jours, il a chanté, avec beaucoup de succès, l'arieso de *Sémiramide* (contralto.)

☞ Aucun journal de France ne nous est parvenu hier. C'est le quatrième jour d'attente. Nous avons, heureusement, depuis plusieurs années, appris à faire provision de patience, de résignation—et on le sait—mais notre "stock" commence à s'épuiser.

LA RUSSIE ET LA FRANCE.—Le correspondant du *Standard* de Londres à Philippopoli, télégraphie à ce journal, en date du 27:

"Le colonel Caffarel, attaché militaire de l'ambassade de France à Constantinople, a traversé notre ville. Il se rend à Sofia, à Bucharest et à Belgrade où il a, paraît-il, à remplir une mission spéciale.

"D'après nos informations, M. Caffarel serait chargé de relever, le plus exactement possible, le nombre total des troupes dont disposent, actuellement, la Roumanie, la Servie et la Bulgarie.

"On dit, ici, que les gouvernements français et russe ont conclu une entente d'après laquelle la France appuierait diplomatiquement la Russie dans la question bulgare, tandis que le gouvernement du czar prêterait son appui à la France dans la question égyptienne.

"La mission du colonel Caffarel est considérée, ici, comme une conséquence de cette entente franco-russe."

CE QUE PEUT PRODUIRE UNE TONNE DE HOUILLE.—En soumettant à la distillation sèche une tonne de charbon à gaz, on peut en tirer, outre plusieurs centaines de mètres cubes de gaz: 1,500 livres de coke, 20 gallons d'eau ammoniacale et 140 livres de goudron de houille. Le goudron soumis à une distillation fractionnée, produit 69,6 livres de brai, 17 livres de créosote, 14 livres d'huiles lourdes, 0,5 livres de naphte, 6,3 livres de naphtaline, 4,75 livres de naphtole, 2,25 livres d'alitarine, 2,4 livres de naphte soluble, 1,5 livre de phénol, 1,2 livre d'aurine, 1,1 livre d'aniline, 0,78 livre de toluidine, 0,36 livre d'anthracine et 0,9 livre de loluène. C'est de cette dernière substance que l'on extrait la saccharine, qui serait 230 fois plus douce que le sucre de canne ordinaire.

Marié, à la Cathédrale St-Louis, le 18 janvier 1887, M. EUGENE CAMORS, natif de Nay, Basses Pyrénées, France, à Mlle CÉLESTE ANTOINETTE CASTAING, de la Nouvelle-Orléans.

Les journaux de Pau sont priés de reproduire cet avis. 19 jan—1f

MESSE FUNEBRE.

Une Messe funèbre sera célébrée à l'Archevêché, vendredi, le 21 janvier 1887, à 8 heures du matin, pour le repos de l'âme de feu JOSEPH LEBLANC. De la part de son fils, Paul Jos. Leblanc, et de son gendre Joseph Mallouey.

16 jan—4 f

PICKWICK CLUB BUILDING,
No 140 rue du Canal,
B. TREMOULET
Vend en gros et en détail VINS et LIQUEURS de toutes sortes. Comestibles de choix, etc.
Livraison à domicile 8 nov 86—1an PP

Société de Bienfaisance Mutuelle du Pélican.
Séance Régulière ajournée
MERCREDI 19 janvier 1887,
à 8 heures p. m.
A. L. TISSOT Président.
H. MASSONNIER, Secrétaire.
16 jan—dim mer

PAUL PICARD,
Importateur de vins fins et liqueurs huile d'olive, vinaigre d'Orléans moutarde de Dijon moulée et moutarde à la Bordelaise, conserves en boîtes et en bocaux.
En magasin—non seulement les produits ci-mentionnés ils portent mais aussi ceux du pays, tous de première marque.
Tous les samedis arrivage de fromages frais. Vins de Californie sans goût de terroir.
Porté à domicile sans frais.
65 Rue Royale.
19 jan—6m—mar lse dim

Compagnie d'Assurances de la Nile-Orléans.
No 3 rue Carondelet.
CONFORMÉMENT aux exigences de sa charte, la Compagnie d'Assurances de la Nouvelle Orléans publie l'exposé suivant de ses affaires du 1er janvier au 31 décembre 1885:

Primes d'incendie	$277 197 19
Primes maritimes	19 946 53
Primes de rivières	10 840 17
	$307 983 89
Primes acquises de 1885	71,482 98
Total des primes	$379 472 85
A déduire—	
Primes acquises de 1886	$75 785 78
Primes remboursées	60 884 79
Réassurances	7 827 61
	$164 498 17
Primes acquises nettes	$214 974 68
A ajouter—	
Intérêts, loyers, sauvetage	24,190 47
Revenu net	$239 165 15
A déduire—	
Pertes sur les incendies de 1885	$48 374 83
Pertes sur les incendies de 1886	142 873 39
	$191 248 22
Pertes sur les mers en 1885	382 45
Pertes sur les mers en 1886	17,959 76
	18,342 21
Pertes sur les rivières en 1885	5,706 11
Pertes sur les rivières en 1886	906 85
	6,612 96
Pertes payées	$216,203 39
Commissions	16,181 38
Taxes d'Etat, de ville et licences	5,892 24
Dons charitables	848 10
Dépenses imposées par la loi, honoraires d'avocat	1,069 80
Board of Underwriters corps de Babcock et de Sauvetage	4,405 07
Dépenses générales et salaires	38,798 64
Dividende payé en janvier 1886	$12,500 00
Profits et pertes	25,906 41
	$38,405 41
	$321,905 03
Excédant pertes et dépenses en sus des revenus	$82,739 88
Primes ajoutées	32,861 20
	$115,601 08

La Compagnie a l'actif suivant, valeur sur le marché le 31 décembre 1886:

Comptant en banques	26,406 05
Bons des Etats-Unis à pour cent	
Bons des premières hypothèques du Levee Steam Cotton Press, de la Bourse au l'eton de la Nouvelle-Orléans, de la compagnie des Water Works de la Nouvelle-Orléans, de la compagnie du chemin de fer de la ville de la Nouvelle-